

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

Avis 31.876/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.876/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de Affaires étrangères, le 25 juin 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de Roumanie relatif à la coopération policière, et à l'Annexe, faites à Bucarest le 14 avril 1999", a donné le 22 août 2001 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 25 juni 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van Roemenië inzake politie-samenwerking, en met de Bijlage, gedaan te Boekarest op 14 april 1999", heeft op 22 augustus 2001 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. La Convention à laquelle le présent avant-projet de loi tend à donner assentiment instaure une coopération policière entre le Royaume de Belgique et la République de Roumanie, qui implique, notamment des "échanges d'informations concernant les domaines ressortissant à la compétence des services de police et de l'immigration" (article 4, 1)).

Dans la mesure où ces échanges d'informations peuvent porter sur des données à caractère personnel, la loi qui autorise ces échanges doit également garantir, en vertu de l'article 22 de la Constitution, qu'ils ne méconnaissent pas le droit au respect de la vie privée.

L'article 21, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, tel que modifié par la loi du 11 décembre 1998 ⁽¹⁾, prévoit ainsi que "le transfert de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement après leur transfert vers un pays non membre de la Communauté européenne, ne peut avoir lieu que si le pays en question assure un niveau de protection adéquat et moyennant le respect des autres dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution."

L'article 22 de la même loi prévoit toutefois que, par dérogation à l'article 21, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués vers des pays non membres de la Communauté européenne n'assurant pas un niveau de protection adéquat, mais uniquement dans des hypothèses bien déterminées, notamment "lorsque le transfert est nécessaire ou rendu juridiquement obligatoire pour la sauvegarde d'un intérêt public important". Il n'est pas exclu que s'agissant de la transmission de données en vue de la lutte contre la criminalité organisée, cette disposition puisse, en tout cas dans certains cas, être utilement invoquée.

⁽¹⁾ En vertu de son article 52 et de l'article 70 de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 précitée, la loi du 11 décembre 1998 entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001.

Dans le doute, la section de législation estime néanmoins devoir formuler la réserve suivante quant à la conformité de la convention à l'article 21, § 1^{er}, précité.

Selon l'exposé des motifs du présent projet,

"La Roumanie a bel et bien signé le Traité sur la Protection des données ⁽²⁾, mais ne l'a pas encore ratifié. De plus la Roumanie ne dispose pas encore d'une législation propre en matière de traitement des données personnelles. Il existe bien un projet de loi faisant partie du programme législatif du gouvernement, mais celui-ci n'a pas encore débouché sur une loi.

C'est la raison pour laquelle l'article 10 ⁽³⁾ a été conçu de manière très détaillée afin d'offrir des garanties maximales en matière de protection et de sécurité juridique."

Comme l'indique également l'exposé des motifs, l'article 11 de la convention, qui traite de la protection des données à caractère personnel "s'inspire dans les grandes lignes des articles 126 à 129 de l'Accord de Schengen ⁽⁴⁾".

En outre, l'article 11, paragraphe 2, de la présente Convention prévoit que les Parties contractantes s'engagent, en ce qui concerne le traitement de données à caractère personnel, "à réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui respecte les dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et de la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police".

⁽²⁾ Lire : la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, signée à Strasbourg le 28 janvier 1981.

⁽³⁾ Lire : l'article 11.

⁽⁴⁾ Lire : la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, la République fédérale d'Allemagne et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990.

Toutefois, il y a lieu d'observer que, contrairement à ce que prévoit l'article 126, paragraphe 2, de la Convention d'application de l'accord de Schengen précitée, la présente Convention ne stipule nullement que la transmission de données à caractère personnel qu'elle prévoit ne pourra avoir lieu que lorsque les dispositions garantissant la protection de ces données seront entrées en vigueur.

Par conséquent il convient d'examiner si les autres paragraphes de l'article 11 de la Convention suffisent à protéger la vie privée des personnes concernées, en garantissant que les données à caractère personnel ne fassent l'objet d'un traitement que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, qu'elles soient utilisées de manière conforme à ces finalités, qu'elles soient adéquates, pertinentes et non excessives par rapport à ces finalités, qu'elles soient exactes, et qu'elles ne soient pas conservées plus longtemps que nécessaire.

Si les dispositions de la Convention présentent un certain nombre de garanties, celles-ci sont toutefois insuffisantes.

L'article 11, paragraphe 5, prévoit l'obligation pour chaque Partie contractante de désigner "une autorité de contrôle chargée dans le respect du droit national, d'exercer sur le territoire de son Etat un contrôle indépendant des traitements de données à caractère personnel effectués sur base de la présente Convention et de vérifier si lesdits traitements ne sont pas attentatoires aux droits de la personne concernée". Dès lors que , comme il a déjà été souligné, il n'existe pas actuellement de législation en Roumanie organisant la protection des personnes contre les traitements de données à caractère personnel, que la disposition examinée conditionne pourtant l'activité de l'autorité de contrôle au respect du droit national des Parties contractantes, et, qu'en outre, il n'est pas précisé que la transmission de données à caractère personnel ne pourra

.../...

avoir lieu que lorsque cette autorité de contrôle aura été désignée ⁽⁵⁾, la Convention n'offre pas de garantie suffisante que les données à caractère personnel que les services de police belges transmettraient ne seraient traitées que sous le contrôle d'une autorité indépendante.

Il résulte des considérations qui précèdent que tant que la République de Roumanie n'aura pas adopté de dispositions garantissant sur son territoire la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, la présente Convention n'offre pas aux personnes concernées par les données qui seraient transmises à l'autre Partie contractante, un niveau de protection équivalent à celui assuré par la législation belge.

Cette conclusion s'impose d'autant plus que, contrairement à ce que prévoit une convention similaire conclue avec la République de Bulgarie dont le projet de loi portant assentiment fait l'objet de l'avis 31.838/2, donné ce jour, l'assistance mutuelle entre les services de police belges et roumains n'est pas limitée aux délits graves relevant de la criminalité organisée, lesquels constituent, selon l'article 2 de la présente Convention, une "priorité" de cette coopération, mais a également pour objet la "prévention et la recherche de faits punissables" (article 6, paragraphe 1er), ainsi que la "prévention de menaces pour l'ordre et la sécurité publics" (article 6, paragraphe 2).

2. Selon l'exposé des motifs,

"Au premier paragraphe de l'article 6, les parties s'engagent à prêter mutuellement assistance à leurs services de police afin de détecter les délits visés à l'article 2 du Traité et pour lutter contre eux, pour autant que l'exécution de celle-ci ne soit pas soumise à la compétence des autorités judiciaires et pour autant qu'aucun moyen de contrainte ne doive être exercé. Cette disposition est inspirée

⁽⁵⁾ Comparer avec l'article 128 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen qui prévoit expressément que la transmission de données à caractère personnel prévue par la Convention ne pourra avoir lieu que lorsque les Parties contractantes concernées par la transmission auront chargées une autorité de contrôle nationale d'exercer un contrôle indépendant sur le respect des dispositions pertinentes.

par l'article 39 de l'Accord de Schengen ⁽⁶⁾ et a pour but de délimiter l'échange direct de données entre les services de police sans intervention des autorités judiciaires".

Force est toutefois de constater que l'article 6, paragraphe 1^{er}, ne stipule pas expressément que l'assistance n'est accordée que pour autant qu'aucun moyen de contrainte ne doive être exercé.

Suivant l'article 28bis, § 3, du Code d'instruction criminelle,

"sauf les exceptions prévues par la loi, les actes d'information ne peuvent comporter aucun acte de contrainte ni porter atteinte aux libertés et droits individuels. Ces actes peuvent toutefois comprendre la saisie des choses citées à l'article 35".

Contrairement à ce que soutient l'exposé des motifs et à ce qui est prévu dans la Convention d'application de l'Accord de Schengen (article 39, paragraphe 1^{er}), la présente Convention n'exclut donc pas tout acte de contrainte dans l'assistance mutuelle des services de police des Parties contractantes.

3. La Convention prévoit que non seulement des services de police, mais également des "services d'immigration" seraient habilités, dans le respect du droit national, à recevoir les données transmises par l'autre Partie contractante (article 11, paragraphe 4, a)).

L'exposé des motifs devrait préciser quels sont les services belges qui seraient visés par cette disposition.

L'attention de l'auteur du projet est en tout état de cause attirée sur le fait qu'en vertu de l'article 44/1, alinéa 3, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les données recueillies et traitées par les services de police "ne peuvent être communiquées qu'aux autorités visées à l'article 5 [de cette loi], aux services de police,

⁽⁶⁾ Lire : la Convention d'application de l'Accord de Schengen précitée.

à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale ainsi qu'aux services de renseignement et de sécurité qui en ont besoin pour l'exercice de leurs missions".

Si donc l'intention de l'auteur du projet est que des services belges autres que les services de police, tels que l'Office des étrangers, puissent traiter des informations recueillies par des services de police dans le cadre de l'assistance mutuelle avec les services de police et d'immigration de la Roumanie, il conviendra que la loi en projet soit complétée par une disposition les y autorisant expressément ou que l'article 44/1, alinéa 3, précité soit modifié.

Observations particulières

Examen du projet

Intitulé

Il y a lieu de rédiger l'intitulé comme suit :

"Loi portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de Roumanie relative à la coopération policière, et à l'Annexe, signées à Bucarest le 14 avril 1999".

Dispositif

Article 2

Il convient d'écrire l'article comme suit :

"Art. 2. La Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de Roumanie relative à la coopération policière, et l'Annexe, signées à Bucarest le 14 avril 1999, sortiront leur plein et entier effet".

Algemene opmerkingen

1. Het voorliggende voorontwerp strekt tot instemming met een Verdrag dat politiesamenwerking tot stand brengt tussen het Koninkrijk België en de Republiek Roemenië, een politiesamenwerking die onder meer "uitwisseling van gegevens over de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de politie- en immigratiediensten ressorteren" omvat (artikel 4, 1)).

Doordat de uitgewisselde gegevens persoonsgegevens kunnen zijn, dient de wet waarbij die uitwisseling wordt toegestaan, krachtens artikel 22 van de Grondwet eveneens te garanderen dat het recht op eerbiediging van het privé-leven er niet door wordt geschonden.

Zo bepaalt artikel 21, paragraaf 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zoals die bepaling gewijzigd is bij de wet van 11 december 1998⁽¹⁾ dat "persoonsgegevens die aan een verwerking worden onderworpen na doorgifte ervan naar een land buiten de Europese Gemeenschap, ... slechts (mogen) worden doorgegeven indien dat land een passend beschermingsniveau waarborgt en de andere bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden nageleefd."

Artikel 22 van dezelfde wet bepaalt evenwel dat, in afwijking van artikel 21, persoonsgegevens overgedragen mogen worden naar een land van buiten de Europese Gemeenschap dat geen waarborgen biedt voor een adequaat beschermingsniveau, maar alleen in welbepaalde gevallen, onder meer wanneer "de doorgifte (...) noodzakelijk is of wettelijk verplicht vanwege een zwaarwegend algemeen belang". Deze bepaling zou, wanneer het gaat om de overdracht van gegevens met het oog op de bestrijding van de georganiseerde criminaliteit, in ieder geval in bepaalde gevallen, dienstig kunnen worden aangevoerd.

⁽¹⁾ Krachtens artikel 52 van die wet en ingevolge artikel 70 van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de voormelde wet van 8 december 1992, treedt de wet van 11 december 1998 op 1 september 2001 in werking.

De afdeling wetgeving is van mening dat zij, vermits in dit verband onzekerheid bestaat, het volgende voorbehoud dient te maken aangaande de overeenstemming van het Verdrag met het in het genoemde artikel 21, § 1, gestelde vereiste.

In de memorie van toelichting van het voorliggende ontwerp staat het volgende :

"Roemenië heeft het Dataprotectieverdrag ⁽²⁾ nog niet geratificeerd. Roemenië beschikt ook nog niet over een eigen wetgeving inzake bescherming van de verwerking van persoonsgegevens; een wetsontwerp ter zake is in behandeling in het Roemeense parlement.

Vandaar dat artikel 10 ⁽³⁾ vrij gedetailleerd is uitgewerkt om toch maximale waarborgen van bescherming en rechtszekerheid te bieden."

Zoals tevens in de memorie van toelichting staat, is artikel 11 van het Verdrag, dat betrekking heeft op de bescherming van persoonsgegevens "in grote lijnen geïnspireerd door de artikelen 126 tot 129 van het Schengenakkoord" ⁽⁴⁾.

Bovendien bepaalt artikel 11, lid 2, van het voorliggende Verdrag dat de Verdragsluitende Partijen, wat de verwerking van persoonsgegevens betreft, zich ertoe verbinden "de persoonsgegevens te beschermen volgens de beginselen van het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 inzake de bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens en van de Aanbeveling A (87) 15 van 17 september 1987 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa die het gebruik van persoonsgegevens voor politieke doeleinden regelt".

⁽²⁾ Lees : het Verdrag tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, ondertekend te Straatsburg op 28 januari 1981.

⁽³⁾ Lees : artikel 11.

⁽⁴⁾ Lees : Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek, betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, ondertekend te Schengen op 19 juni 1990.

Er dient evenwel op gewezen te worden dat, in tegenstelling tot wat artikel 126, lid 2, van de genoemde Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen voorschrijft, het voorliggende Verdrag geenszins bepaalt dat de overdracht van persoonsgegevens waarin het voorziet alleen kan geschieden wanneer de bepalingen die de bescherming van die gegevens waarborgen, in werking zijn getreden.

Bijgevolg dient nagegaan te worden of de andere leden van artikel 11 van het Verdrag toereikend zijn om de persoonlijke levenssfeer van de betrokken personen te beschermen, en waarborgen dat persoonsgegevens alleen verwerkt worden voor uitdrukkelijk bepaalde, duidelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en die gegevens alleen gebruikt worden op een wijze die verenigbaar is met die doeleinden, terwijl de gegevens, uitgaande van die doeleinden, niet overmatig mogen zijn, maar toereikend, ter zake dienend en nauwkeurig moeten zijn en niet langer mogen worden bijgehouden dan nodig is.

Ook al bevat het Verdrag een aantal waarborgen, deze zijn onvoldoende.

Artikel 11, lid 5, legt aan iedere Verdragsluitende Partij de verplichting op "een controle-autoriteit aan (te duiden) die, overeenkomstig het nationaal recht, op haar grondgebied onafhankelijke controle uitoefent op de verwerking van persoonsgegevens op grond van dit Verdrag en nagaat of bedoelde verwerkingen de rechten van de betrokken persoon niet schendt". Aangezien, zoals reeds is onderstreept, er in Roemenië thans geen wetgeving voorhanden is tot regeling van de bescherming van personen tegen de verwerking van persoonsgegevens, de onderzochte bepaling evenwel voorschrijft dat de "controle-autoriteit" bij haar werkzaamheden het nationaal recht van de Verdragsluitende Partijen moet naleven, en bovendien niet bepaald wordt dat de overdracht van persoonsgegevens pas kan plaatsvinden wanneer die "controle-autoriteit" aangewezen is⁽⁵⁾, biedt het Verdrag geen voldoende waarborg dat de persoonsgegevens die door de

⁽⁵⁾ Vergelijk met artikel 128 van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen, dat uitdrukkelijk bepaalt dat niet tot verstrekking van persoonsgegevens als bedoeld in de Overeenkomst mag worden overgegaan dan nadat de betrokken Overeenkomstsluitende Partijen een nationale controle-autoriteit hebben belast met het op onafhankelijke wijze toezicht houden op de naleving van de relevante bepalingen.

Belgische politiediensten zouden worden doorgegeven alleen verwerkt zouden worden onder het toezicht van een onafhankelijke overheid.

Uit de voorgaande overwegingen blijkt dat, zolang de Republiek Roemenië geen bepalingen heeft aangenomen die op haar grondgebied de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten aanzien van de verwerking van persoonsgegevens waarborgen, het voorliggende Verdrag de personen op wie de gegevens betrekking hebben die aan de andere Verdragsluitende Partij zouden worden doorgegeven, niet hetzelfde beschermingsniveau biedt als de Belgische wetgeving.

Die conclusie is des te onvermijdelijker daar, in tegenstelling met wat wordt bepaald in een soortgelijk verdrag met de Republiek Bulgarije, - over het ontwerp van wet waarbij met dat verdrag wordt ingestemd is op heden advies 31.838/2 verstrekt - de wederzijdse bijstand tussen de Belgische en de Roemeense politiediensten niet wordt beperkt tot zware misdrijven die onder georganiseerde criminaliteit vallen, ter bestrijding waarvan volgens artikel 2 van het onderhavige Verdrag "bij voorrang" moet worden samengewerkt, maar ook betrekking heeft op "de voorkoming en de opsporing van strafbare feiten" (artikel 6, lid 1), alsook op "de voorkoming van bedreigingen voor de openbare orde en veiligheid" (artikel 6, lid 2).

2. In de memorie van toelichting staat het volgende :

"In de eerste paragraaf van artikel 6 verbinden de Partijen er zich toe om hun politie- en immigratiediensten wederzijdse bijstand te laten verlenen ter opsporing van de misdrijven, bedoeld in artikel 2 van het Verdrag, voor zover de uitvoering ervan niet onderworpen is aan de bevoegdheid van de gerechtelijke overheden en voor zover geen dwangmiddelen moeten worden toegepast. Deze bepaling is geïnspireerd door het artikel 39 van het Schengenakkoord⁽⁶⁾ en heeft tot doel de rechtstreekse bijstand tussen de politiediensten zonder tussenkomst van de gerechtelijke overheden, af te bakenen".

⁽⁶⁾ Lees : de voormelde Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen.

Evenwel valt op te merken dat artikel 6, lid 1, niet uitdrukkelijk bepaalt dat alleen bijstand wordt verleend als geen dwang wordt uitgeoefend.

Artikel 28bis, § 3, van het Wetboek van Strafvordering bepaalt :

"Behoudens de wettelijke uitzonderingen mogen de opsporingshandelingen geen enkele dwangmaatregel inhouden noch schending inhouden van individuele rechten en vrijheden. Deze handelingen kunnen evenwel de inbeslagneming van de zaken vermeld in artikel 35 inhouden".

In tegenstelling met wat in de memorie van toelichting wordt vermeld en met wat in de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen (artikel 39, lid 1) wordt bepaald, sluit het onderhavige Verdrag dus niet uit dat dwang mag worden uitgeoefend voor de wederzijdse bijstand van de politiediensten van de Verdragsluitende Partijen.

3. Het Verdrag bepaalt dat niet alleen politiediensten, maar ook "immigratiediensten" met inachtneming van het nationale recht gegevens zouden kunnen ontvangen die door de andere Verdragsluitende Partij zijn verstrekt (artikel 11, lid 4, a.).

In de memorie van toelichting zou moeten worden gepreciseerd op welke Belgische diensten die bepaling betrekking heeft.

De steller van het voorontwerp wordt er hoe dan ook op attent gemaakt dat de gegevens die krachtens artikel 44/1, derde lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt door de politiediensten worden verzameld en verwerkt, "enkel (kunnen) worden medegedeeld aan de overheden bedoeld in artikel 5 (van die wet), de politiediensten, de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie evenals aan de inlichtingen- en veiligheidsdiensten die ze nodig hebben voor de uitoefening van hun opdrachten".

Als het dus in de bedoeling van de steller van het ontwerp ligt dat andere Belgische diensten dan de politiediensten, zoals de dienst Vreemdelingenzaken, gegevens

kunnen verwerken die zijn verzameld door politiediensten in het kader van de wederzijdse bijstand met de politie- en immigratiediensten van Roemenië, dan moet de ontworpen wet worden aangevuld met een bepaling waarbij ze daartoe uitdrukkelijk toestemming krijgen of moet het genoemde artikel 44/1, derde lid, worden gewijzigd.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Het opschrift moet als volgt worden gesteld :

"Wet houdende instemming met het Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van Roemenië inzake politiesamenwerking, en met de Bijlage, ondertekend te Boekarest op 14 april 1999".

Dispositief

Artikel 2

Het artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 2. Het Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van Roemenië inzake politiesamenwerking en de Bijlage, ondertekend te Boekarest op 14 april 1999, zullen volkomen gevolg hebben.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van State,

M. LEROY,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. QUERTAINMONT,

conseiller d'Etat,
staatsraad,

J.-M. FAVRESSE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE, conseiller d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN